



HAL
open science

La Société d'études provençales (1903-1926)

Noël Coulet

► **To cite this version:**

Noël Coulet. La Société d'études provençales (1903-1926). Provence Historique, Fédération historique de Provence (FHP), 2019, pp.385-429. hal-03159816

HAL Id: hal-03159816

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-03159816>

Submitted on 29 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA SOCIÉTÉ D'ÉTUDES PROVENÇALES (1903-1926)

Noël COULET

Aix-Marseille Université-CNRS, UMR TELEMMe, Aix-en-Provence

La Société d'études provençales a été créée pour : « concentrer les travaux des savants qui s'occupent spécialement du passé de notre province et faciliter la publication de leurs travaux » comme le rappelait en 1908 Léopold Constans, l'un de ses fondateurs, lors des obsèques du recteur Belin qui fut, dès la fondation de la société, le président du comité de rédaction de sa revue, les *Annales de la Société d'études provençales*, et qui succéda à Paul Arbaud, comme président de cette société¹.

Elle n'était pas la seule à poursuivre ce but. La Société de statistique de Marseille, fondée en mars 1827, avait progressivement enrichi son champ d'études pour déborder le seul domaine de la statistique et sortir de l'aire géographique de Marseille et des Bouches-du-Rhône, comme en témoignent les sommaires du *Répertoire* de ses travaux. Mais, en 1904, ce bulletin n'est plus paru depuis trois ans et la société est en sommeil, faute de disposer d'un local pour ses séances. En 1905, elle a dû renoncer à tenir la séance de distribution de ses prix en raison du petit nombre des candidatures². La nécessité se faisait donc bien sentir d'une « association destinée à grouper tous les érudits qui s'intéressent au passé de la Provence³ ».

La fondation

Cette nouvelle société savante qui se proposait de fédérer les érudits de toute la Provence est fondée à Aix en 1903 et ses statuts sont déposés le 8 décembre de cette année. Il ne reste rien de ses archives, à l'exception d'une convocation à l'assemblée générale de 1904 et d'un reçu établi pour le paiement de la cotisation de Paul Arbaud en décembre 1909 (fig. 1 et 2). La revue qu'elle publie sous le titre *d'Annales de la société d'études provençales* de 1904 à 1909, puis *d'Annales de Provence*, de 1910 à 1926, est presque la seule source que l'on puisse exploiter⁴. On y trouve, en effet, des listes de membres, des procès-verbaux des réunions du bureau et de l'assemblée générale et des informations sur la marche de la société. Mais, à partir de 1910, lorsque la revue change de titre, ces informations internes ne sont plus intégrées dans les *Annales*, mais publiées sur des

¹ *Annales de la Société d'études provençales* [désormais ASEP], 1908, p. 357.

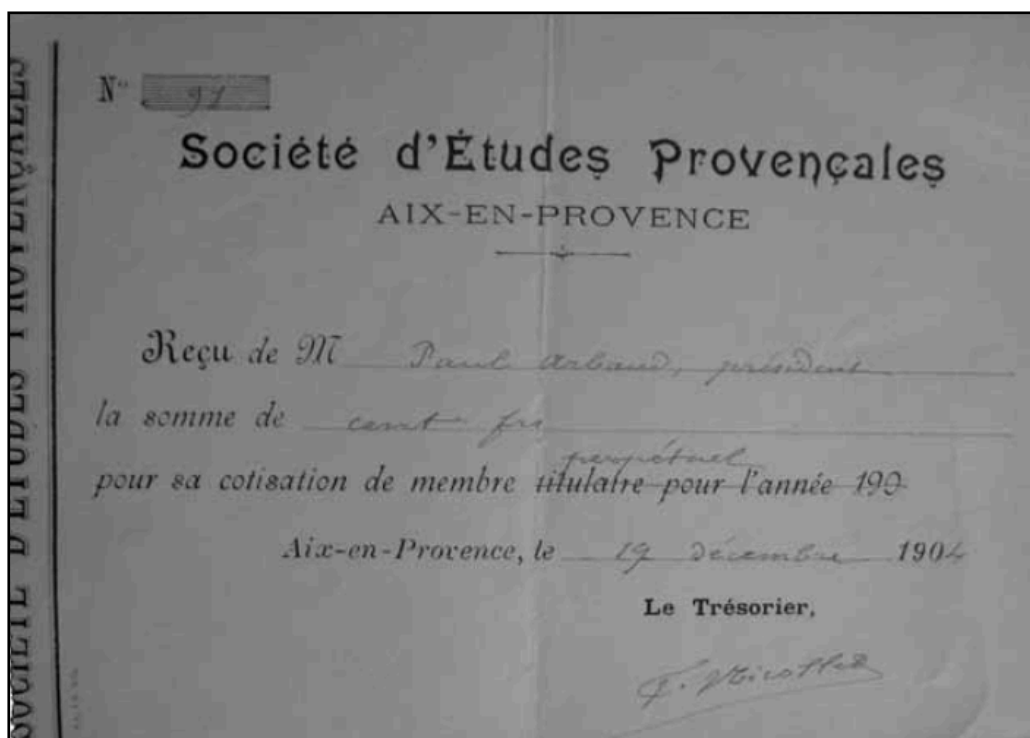
² *Répertoire des travaux de la société de statistique de Marseille*, 1905, p.144.

³ ASEP 1905 p. 226.

⁴ Ces deux revues sont accessibles sur Gallica.

feuilles annexes non brochés avec le reste du volume⁵. Aucune des bibliothèques utilisées pour la rédaction de cet article ne les a conservés. On ignore dans quelles conditions la société disparaît et sa revue cesse de paraître.

Fig. 1 – Reçu de la cotisation de Paul Arbaud pour l'année 1904 (Aix-en-Provence, Musée et Bibliothèque Paul Arbaud).



La société n'a pas de local qui lui soit propre. Elle tient ses assemblées générales dans la salle de lecture de la Bibliothèque Méjanès et ses réunions de bureau au domicile de son président Paul Arbaud. En 1912, elle se réunit dans une salle de la Faculté des Lettres à l'hôtel de Maynier d'Oppède. C'est là que se trouve aussi sa bibliothèque réunissant les exemplaires des ouvrages adressés pour recension à la revue. Elle sera en 1920 transférée dans la bibliothèque universitaire au premier étage de la Faculté de droit. La formulation de la chronique qui l'annonce parle de « réunion » et laisse ainsi penser que ce fonds est versé à la Bibliothèque universitaire.

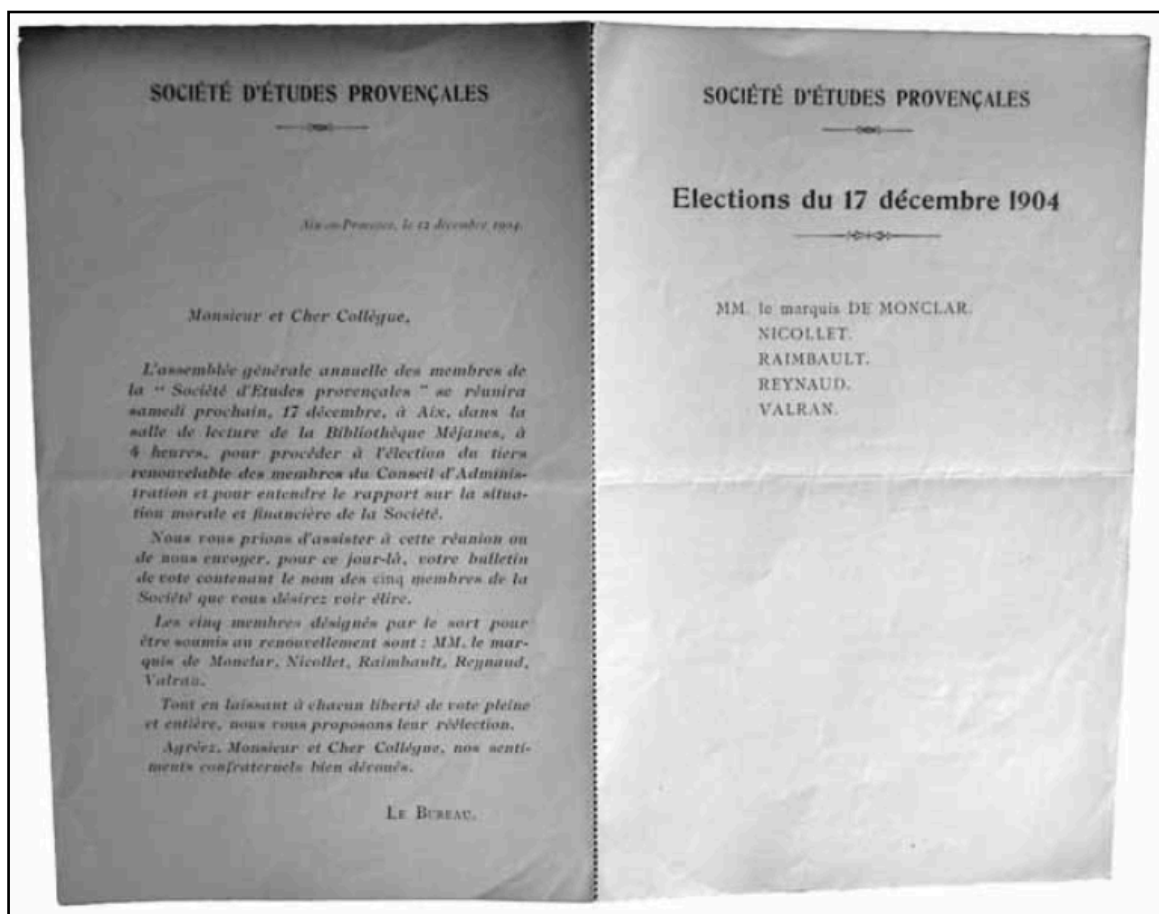
Ce qui est le mieux connu, encore qu'imparfaitement, ce sont les débuts de la société grâce au « rapport sur la situation morale et financière de la société » présenté devant l'assemblée générale du 17 décembre 1904 par le trésorier François Nicollet⁶. Il nous apprend que « la première idée » de

⁵ L'exemplaire du premier fascicule des *Annales de Provence* [désormais AP] conservé à la Bibliothèque Méjanès contient ces informations, mais non les autres feuillets annexes.

⁶ ASEP 1905, p. XVI-XVIII.

la fondation de cette association fut émise en octobre 1902 et qu'elle aboutit en novembre-décembre de la même année à la constitution d'un « comité d'initiative », lequel « lança un premier prospectus le 7 janvier 1903 ». La société fut définitivement constituée après qu'elle eut tenu sa première assemblée générale le 16 mai dans la salle de lecture de la Bibliothèque Méjanès à Aix. Elle entendit le rapport du comité d'initiative et adopta les statuts qui lui étaient proposés. Mais on ignore qui eut cette « première idée » et quels furent les membres du comité d'initiative.

Fig. 2 – Convocation à l'assemblée générale de la Société d'Études Provençales, 1904 (Aix-en-Provence, Musée et Bibliothèque Paul Arbaud).



On connaît, un peu fortuitement, les noms de deux des initiateurs de cette entreprise, tous deux Aixois. Léopold Constans, professeur de langue et littérature provençale à la Faculté des lettres, majoral du félibrige depuis 1889, rouergat né à Millau en 1845, mort à Aix en 1916, qui achève alors le premier volume de son édition en six tomes du *Roman de Troie*. François Napoléon Nicollet, professeur au lycée Mignet, haut-alpin né à Sigoyer, formé au grand séminaire d'Embrun, un temps destiné à un état clérical dont son état de santé l'éloigne, puis étudiant à la Faculté des lettres d'Aix et agrégé de grammaire, enseigne dans différents lycées de France avant de se fixer à

Aix en 1900. Il est l'auteur de nombreux articles de dialectologie et d'histoire de l'enseignement⁷. L'auteur de l'article consacré aux périodiques du tome VI des *Bouches du Rhône* souligne son rôle dans la fondation de la société⁸. Ce sont les seuls noms connus de ces « quelques érudits dévoués à leur petite patrie » qui sont venus présenter leur projet à Paul Arbaud, bibliophile aixois, qui sera le premier président de la nouvelle société et au marquis de Boisgelin⁹. Cette démarche est évoquée dans l'éloge funèbre de Paul Arbaud par Léopold Constans publié dans le *Mémorial d'Aix* le 23 mars 1911, dans celui qu'il a consacré au recteur Belin dans les *Annales de la société d'études provençales*¹⁰ et dans la notice nécrologique que Nicollet a consacrée dans cette même revue au marquis de Boisgelin¹¹.

Ce dernier texte précise le champ de recherches très large que se propose de couvrir la nouvelle société : « le passé de la Provence au point de vue archéologique, historique, scientifique, littéraire et artistique ». Il n'est pas surprenant qu'avec un tel programme, repris dans le sous-titre de la publication « revue archéologique, historique et linguistique de la région provençale », le premier acte de la nouvelle société soit d'adopter, le 15 décembre 1903, une motion proposée par son secrétaire général Gaston Valran¹² en vue d'élever un monument à l'auteur de la *Chorographie et Histoire de Provence*, Honoré Bouche. L'année suivante l'assemblée générale vote une adresse de félicitations à Frédéric Mistral qui vient de recevoir le prix Nobel, manifestation du soutien qu'elle apportera au félibrige tout au long de son existence¹³.

La société connaît un réel succès. Chacun des premiers numéros de ses *Annales* enregistre de nouvelles adhésions. En 1907, Maurice Raimbault, dans la notice nécrologique qu'il consacrait à Numa Coste, rappelle son attachement à la Société « dont il appréciait fort la marche rapide dans une voie où personne n'avait pu avant elle avancer autant¹⁴ ». De fait, la revue pouvait en 1912 se vanter d'être « répandue non seulement en Provence et en France mais aussi en Amérique, Allemagne, Espagne, Italie et Suède¹⁵ » (p. 60-61). La liste des sociétés correspondantes de la Société d'Études provençales qu'elle publie en 1906 comprend de nombreuses associations d'érudits de la France méridionale : Béziers, Montpellier, Narbonne, Perpignan, Toulouse, Valence

⁷ *Curriculum vitae Nicollet*. Aix-en-Provence, Musée et bibliothèque Paul Arbaud, 2907 A1.

⁸ Paul Masson dir. *Les Bouches-du-Rhône. Encyclopédie départementale*, t. VI, p. 751.

⁹ ASEP 1904, p. 225.

¹⁰ Cité *supra* n. 1.

¹¹ ASEP 1905, p. 225-227.

¹² Il fait l'objet d'une communication de Pierre Simoni, *infra*.

¹³ Pour ne prendre que quelques exemples, des chroniques sont consacrées dans la première année de la revue à la réunion de la maintenance félibréenne à Marseille, à la « festo verginienco » qui se déroule au théâtre antique d'Arles en présence de Mistral et à la parution de *l'Année félibréenne*.

¹⁴ ASEP 1907, p. 212.

¹⁵ AP 1912, p. 60-61.

et Grenoble ainsi que de l'Afrique du nord : Bône, Constantine, Sousse et Tunis, et des sociétés ou Deputazione di storia patria de Turin et de Gênes¹⁶.

Les membres

Qui sont « ces érudits dévoués à leur petite patrie » qui adhèrent à la société ? Le premier numéro contient une liste des membres au nombre de 139. Elle s'enrichit de 24 noms nouveaux l'année suivante puis chaque année enregistre de nouvelles adhésions en petit nombre. Pour analyser la composition de la société, j'ai pris en considération l'ensemble des 190 membres cités dans les différentes listes publiées de 1904 à 1909.

Origines géographiques

La répartition géographique fait apparaître une nette prépondérance des Aixois (45) et des Marseillais (31) qui représentent ensemble plus de la moitié des membres. Cinq villes tiennent un rang honorable : Avignon avec 14 membres, Draguignan, Brignoles et Nice avec 6 adhérents. Viennent ensuite six autres villes qui comptent entre 5 et 2 membres : Apt 5, Arles et Toulon 4, Salon et Cannes 3 et Grasse 2. Si l'on regroupe les adhérents par département, les Bouches-du-Rhône dominant et fournissent 41% des adhérents (78), suivis de très loin par le Vaucluse et le Var avec respectivement 24 et 18 membres, puis par les Alpes-Maritimes et les Basses-Alpes, 10 et 9, les Hautes-Alpes ne livrant que deux noms.

La société d'études provençales est issue principalement de la Provence urbaine. Mais une vingtaine de ses membres résident dans des villages ou des bourgs. Cela tient pour une part à la composante nobiliaire non négligeable de ce milieu d'érudits : le baron de Collongue habite son château de Cadenet, Ripert de Montclar loge dans son château à Allemagne, Georges de Manteyer occupe le château du même nom, Louis de Sigaud de Bresc est Aixois mais aussi châtelain et maire de Moissac. Cela tient aussi au groupe des « propriétaires » dont le plus illustre exemple est Fernand Cortez, habitant de Saint-Maximin. Plusieurs autres érudits villageois exercent des professions libérales : notaire, comme Victor Lieutaud à Volonne, auteur de nombreuses publications, ou Marc Deydier à Cucuron, collectionneur dont un musée conserve le souvenir, médecin comme le docteur Guehard de Saint-Vallier de Thiey, géologue et préhistorien. Le Var fournit un petit contingent de curés de village, à Méounes, La Martre et Régusse, tous érudits actifs. L'abbé Chaillan d'Albaron a laissé une importante bibliographie d'histoire régionale. Deux seulement de ces érudits villageois sont instituteurs : Lucien Gap, de Suzette dans le Vaucluse, qui s'attache à découvrir et publier des documents originaux, notamment des actes d'habitation et sera sous-bibliothécaire au Musée Calvet, et Vincent Teisseire, directeur de l'École primaire de Trets, qui fournit quelques contributions aux *Annales de Provence*.

¹⁶ ASP 1906, p.26

Vingt-six adhérents résident hors de la Provence. En majorité ils ont des racines ou des attaches dans ce pays et plusieurs d'entre eux ont apporté leur contribution à l'érudition régionale. Huit habitent Paris. Parmi eux deux députés, l'un d'Aix et l'autre de Marseille, deux avocats originaires de Brignoles, un général qui a fait ses études secondaires à Aix, un « homme de lettres » qui a collaboré au *Petit Marseillais*, un numismate issu d'une grande famille de la noblesse provençale (Henri de Castellane) et le proviseur du lycée Voltaire (Jules Viguier) qui a soutenu en 1896 une thèse sur les débuts de la Révolution en Provence. Outre ces Parisiens, trois adhérents résident dans la moitié nord de la France : un professeur de littérature étrangère à la Faculté des Lettres d'Aix retiré dans le Calvados, Charles Joret, qui collabore aux *Annales d'Études provençales* en 1906 et un archiviste retraité, Auguste Pécou, qui habite dans la grande banlieue de Paris, à Draveil, dont le père a été médecin à Aix et qui a légué sa bibliothèque à la Méjanès, ainsi qu'un officier établi à Dôle. Pour l'essentiel, les membres non Provençaux se situent au sud de Lyon. C'est dans cette ville que réside l'auteur de la généalogie des Castellane, Edme de Juigné de Lassigny. Un seul des quatre Dauphinois n'a pas de lien avéré avec la Provence, sa langue et son histoire. En revanche Jules Ronjat, de Vienne, est un romaniste versé dans l'étude du provençal et un majoral du Félibrige, le Grenoblois Émile Roux, né à Sisteron, a écrit une histoire de Romette et Roger Valentin du Cheylar, de Montélimar, historien du Dauphiné, a également publié sur l'histoire de la Provence. Des six membres qui résident dans le Languedoc, deux ont des liens avec la Provence : Léon Péliissier professeur d'université qui a fait toute sa carrière à Montpellier après avoir débuté au lycée Mignet, et l'avocat Léon de Loth, habitant du Fousseret (Haute-Garonne), issu d'une vieille famille de Manosque. Ce peut être aussi le cas de deux Nîmois, l'un conseiller à la cour d'appel et l'autre officier. En revanche, l'archiviste de Vauvert, Prosper Falgairolle et Frédéric Fabrège, historien de Maguelonne, n'ont pas contribué à l'érudition provençale.

La société compte huit membres étrangers, dont les deux archivistes qui se sont succédé à Monaco, Gustave Saige qui a achevé la publication du charrier de Saint-Pons de Nice et, à partir de 1906, Léon-Honoré Labande, longtemps conservateur du Musée Calvet d'Avignon qui a publié de nombreuses études sur la Provence et le Comtat. Deux universitaires ont le titre de membres perpétuels : Emil Levy, professeur à Fribourg en Brigsau, auteur d'un dictionnaire provençal-français qui fait toujours référence et Raymond Weeks professeur à Columbia (Missouri), romaniste. Professeur à Giessen, Dietrich Behrens, autre romaniste éminent, est simple adhérent de même qu'un chargé de cours de sciences politiques à l'Université de Berlin. Deux institutions figurent aussi au nombre des adhérents, une librairie de Berlin de notoriété internationale, Asher, et une université aux États-Unis, celle de l'État du Wisconsin.

Statut social et profession

Si l'on examine les statuts socio-professionnels, un cinquième (34) appartient au monde enseignant. Seize relèvent de l'enseignement supérieur, dont trois, on vient de le voir, à l'étranger. Les autres appartiennent presque tous à l'Université d'Aix. La Faculté des Lettres est représentée par deux romanistes, Léopold Constans et Maurice Bonafous, un helléniste Joseph Demargne, père

de l'archéologue Pierre Demargne, et tous les historiens, Paul Gaffarel, moderniste, Paul Masson, professeur d'histoire et géographie économiques qui seront rejoints en 1907 par Michel Clerc spécialiste d'histoire romaine, titulaire de la chaire d'histoire de la Provence, qui prendra la présidence de la société en 1914, puis, à partir de 1914 par Victor-Louis Bourrilly, jusque là professeur au lycée de Toulon¹⁷. Jérôme de Duranti La Calade qui est aussi un bon connaisseur du Moyen Âge aixois est inscrit comme professeur de langue hébraïque à la Faculté des Lettres où il donne un cours libre. S'y ajoutent un théologien et un historien du droit, Robert Caillemer, qui n'enseigne que trois ans à Aix (1903-1906) mais demeura membre de la société après sa nomination à Grenoble. Il est l'auteur de travaux importants sur le *Codi* et sur Jean Blanc¹⁸. Un recteur, Ferdinand Belin, historien de l'université d'Aix, et un professeur à l'École des Arts-et-métiers ainsi qu'un ancien professeur de l'École Centrale de Paris établi à Aix, le vicomte de la Selle, font aussi partie de la société. Seize autres membres enseignent dans le secondaire (y compris un proviseur de lycée et un « répétiteur général¹⁹ »). Trois de ces professeurs de lycée sont docteurs ès lettres : Joseph Combet, Guillaume Arnaud et Victor-Louis Bourrilly qui deviendra en 1914 professeur d'histoire à l'université. Deux adhérents seulement, mentionnés précédemment, sont instituteurs.

Les archivistes, bibliothécaires et conservateurs de musée sont également bien représentés (une vingtaine). On trouve sur la liste des adhérents les directeurs des archives départementales (à l'exception du dépôt des Basses-Alpes) ainsi que l'adjoint du directeur des archives des Bouches-du-Rhône et celui du directeur des archives municipales de Marseille. L'archiviste du diocèse de Nice, le chanoine Requin, est aussi membre de la société. Les directeurs des grandes bibliothèques municipales, la Méjanès et l'Inguimbertaine sont aussi présents et aussi ceux des bibliothèques d'Hyères et Toulon. La bibliothèque de la ville de Marseille est absente, mais on découvre sur la liste le conservateur du cabinet des médailles de cette ville. Deux grands musées municipaux sont représentés, le Musée Calvet d'Avignon par les deux conservateurs qui se sont succédé dans la période, Léon-Honoré Labande puis Joseph Girard, et le Musée de Marseille par son conservateur honoraire Paul-François Bouillon-Landais. Les deux conservateurs de Draguignan et de Cannes ont la charge à la fois de la bibliothèque et du musée de leur ville et le conservateur de Draguignan, Edmond Poupé, est aussi enseignant au collège. Cannes mérite une mention particulière car la conservatrice est la seule femme adhérente à la Société. Trois dépôts d'archives municipales sont présents, ceux de Marseille, d'Apt, dont le conservateur est aussi secrétaire de mairie, ainsi que celui de Tarascon confié à un notaire. C'est dans ce groupe que se recrute la moitié des secrétaires correspondants de la société qui relaient son action dans les principales villes de la région.

Les juristes sont également nombreux, avocats surtout, avoués, notaires et magistrats, 33 en tout. Il n'est pas certain que tous ceux qui se nomment avocats plaident. Le titre parfois leur suffit

¹⁷ Voir *infra* la communication de Régis Bertrand sur la Faculté des lettres d'Aix et l'histoire régionale.

¹⁸ Voir *infra* la communication d'Olivier Vernier sur les facultés de droit et l'histoire régionale.

¹⁹ Ce professeur adjoint des lycées d'Avignon puis de Marseille est Eugène Duprat qui jouera un rôle majeur dans la renaissance des sociétés historiques marseillaises (Statistique et Institut Historique de Provence), cf. *infra*, p. 000.

qui donne un statut social. La notice nécrologique du marquis de Boisgelin indique que, s'il se fit inscrire sur le tableau de l'ordre des avocats, il n'exerça jamais la profession. Il en va sans doute de même de Paul Arbaud. Beaucoup de ces professionnels du droit ont à leur actif de nombreuses publications érudites. Il suffit de nommer chez les notaires Victor Lieutaud, chez les avocats le préhistorien Charles Cotte et chez les magistrats Saint-Marcel Eysseric²⁰. On dénombre également huit médecins, dont le docteur Pierre Pansier d'Avignon auteur de nombreuses monographies historiques et d'une *Histoire de la langue provençale à Avignon* dont le lexique, fondé sur des dépouillements d'archives rend toujours de grands services aux chercheurs.

La société compte seize ecclésiastiques. La présence des archevêques d'Aix et d'Avignon est honorifique. Mais la majorité des chanoines et curés qui adhèrent sont très engagés dans des activités érudites, comme l'abbé Guillaume, archiviste des Hautes-Alpes, le chanoine Requin, inscrit lui aussi comme archiviste diocésain, mais que l'on connaît surtout comme un infatigable défricheur d'archives notariales, le chanoine Marbot, proluxe auteur d'études historiques sur Aix, l'abbé Arnaud d'Agnel, éditeur des *Comptes du roi René*, l'abbé Sigala rédacteur d'une *Nice chrétienne*, l'abbé Chaillan d'Albaron auquel on doit d'importants travaux sur les Saintes-Maries de la Mer et sur les fondations d'Urbain V, ainsi que les curés de village de Méounes, Régusse ou la Martre dont la contribution à l'histoire locale est loin d'être négligeable.

Honorifique comme celle des prélats semble la présence de certains des six officiers adhérents, souvent domiciliés hors de la région sans que l'on sache toujours ce qui les relie à la Provence. Deux sont connus par leurs publications : le capitaine Groslong, plus connu sous le nom de Pierre Dévoluy, poète et figure marquante du félibrige qui démissionne assez tôt et le capitaine (plus tard commandant) Octobon²¹ collaborateur assidu des *Annales* de la société.

À côté de tous ceux qui exercent une activité professionnelle²² dont on pourrait dresser un inventaire à la Prévert : deux pharmaciens, l'un qui se dit aussi naturaliste et l'autre qui mentionne en sus sa qualité de poète, deux ingénieurs, deux libraires exerçant l'un à Berlin l'autre à Avignon, un imprimeur (celui de la revue), un papetier, un orfèvre (par ailleurs auteur du catalogue de l'œuvre du graveur Marius-Reinaud), un banquier, un négociant, un directeur de caisse d'épargne, un rédacteur de préfecture, un ingénieur civil, un receveur buraliste, un propriétaire-viticulteur etc., quatre membres se contentent de la mention « propriétaire », associée pour le généalogiste Gensollen de La Ciotat à la mention avocat, alors que la fonction de juge de paix n'est pas indiquée pour Fernand Cortez, propriétaire à Saint-Maximin. Ce terme qui revient quatre fois sur la liste correspond à un statut social de bourgeois vivant de ses rentes foncières qui permet à ceux qui le détiennent de s'adonner à de prenantes activités de recherche, comme précisément Fernand Cortez à qui l'on doit un précieux répertoire des grands officiers de la Provence médiévale.

²⁰ Voir *infra* la communication de Jean-Christophe Labadie.

²¹ Voir *infra* la communication de Claude Salicis.

²² Plusieurs ne l'indiquent pas, mais il n'y a qu'une douzaine de noms que je n'ai pas pu identifier.

Enfin, on est frappé à la lecture de la liste des membres de la société par le nombre de titres nobiliaires (15 dont six marquis, quatre barons, quatre comtes et un vicomte) et, plus largement, de noms à particule : 25. Plusieurs de ces patronymes remontent aux temps les plus anciens de la noblesse provençale tels Castellane ou Villeneuve. On doit à ces aristocrates des instruments de travail et des travaux qui restent fondateurs : la *Chronologie des cours souveraines* de Boisgelin, la *Généalogie des Villeneuve de Juigné de Lassigny*, la *Revue d'histoire de Provence* du baron du Roure, la promotion de l'idée latine par Charles de Tourtoulon, ou les livres et articles de Gérin-Ricard et Ripert de Montclar.

La revue

À la différence d'autres sociétés d'érudits, la Société d'études provençales ne se réunit pas pour entendre des communications. Sa principale activité est l'édition de sa revue qui bénéficie des subventions du conseil général des Bouches-du-Rhône dès sa fondation, puis, à partir de 1907, du conseil municipal d'Aix et de la Chambre de commerce de Marseille. Ce financement disparaît à partir de 1908. Les *Annales* paraissent initialement tous les deux mois. Elles deviennent trimestrielles en 1913 et le restent jusqu'à leur disparition, à l'exception du numéro daté de 1914 qui paraît en 1918. Cette livraison affiche alors une périodicité mensuelle qui se maintiendra pendant deux ans. À partir de 1922, la revue ne paraît plus que tous les trois mois, un indice parmi d'autres des difficultés qui conduiront à la disparition brutale de la société.

Sur la couverture depuis le premier numéro s'inscrit une citation de Peire Vidal : « *Qu'om sap tant dous repaire / Com de Rozer tro qu'a Venca / Si com dau mars e Durença* ». Elle décrit l'espace que souhaite couvrir la publication et, de fait, toutes les parties de l'espace provençal sont présentes dans les sommaires.

À partir du numéro daté de 1904 les *Annales* s'intitulent « revue d'archéologie, d'histoire, linguistique de la région provençale ». Les fondateurs avaient vu plus grand. Nicollet, dans le rapport déjà cité qu'il présente devant la première assemblée générale trouve dans le nombre des adhésions recueillies « une preuve manifeste qu'elle (la société) répond à un besoin réel et aussi que le goût des études archéologiques, historiques, artistiques, littéraires, linguistiques et scientifiques est plus vif et plus répandu que jamais dans notre belle Provence ». Le tableau des curiosités des membres que l'on peut dresser en relevant les titres de leurs publications montre que le domaine scientifique leur est en majorité étranger, mis à part, pour certains, la géologie, et que leur intérêt pour la littérature et la production artistique est bien moindre que celui qu'ils portent à la linguistique, l'archéologie et surtout à l'histoire. Un survol des sommaires le confirmera.

Les sciences n'apparaissent que fugitivement dans un bulletin présentant des publications sur « les sciences naturelles en Provence » que rédige de 1909 à 1911 Charles Cotte, un avocat marseillais qui fournit d'amples contributions sur la paléoethnologie de la Provence et de longs articles sur la préhistoire qui occupent presque la moitié du volume de l'année 1914, et dans les dernières années de la revue, d'autres mémoires sur la Provence pléistocène ou la civilisation

néolithique en Provence. En 1912, poussant plus avant son champ de recherche, il se risque à une étude des « blés de l'Antiquité²³ ». Avec Octobon dont les contributions sont moins nombreuses et consacrées à des sites précis, il fournit la majeure partie des contributions sur la préhistoire. Curieusement, pour une revue dont l'un des fondateurs est un romaniste et qui comprend dans son bureau et parmi ses membres d'honneur plusieurs philologues, la littérature est quasi absente, à l'exception d'un article de Constans sur Mistral et son œuvre, d'une étude sur « Victor Gélou d'après sa correspondance » et de deux articles sur le théâtre, dont une vue d'ensemble de l'histoire du théâtre à Aix des origines au milieu du XIX^e siècle. Les aspects artistiques ne sont guère mieux représentés avec cinq articles qui n'abordent que des points marginaux et trois notices de Gustave Arnaud d'Agnel sur la faïence.

Conformément au sous-titre qui figure sur la page de garde, l'archéologie occupe effectivement une place importante, essentiellement sous la forme de notices consacrées à des découvertes d'inscriptions, plus rarement d'objets ou de mosaïques, ou de discussions sur l'emplacement de certains sites antiques comme Olbia ou Anteis. Dans le premier numéro de la revue, Michel Clerc donne un article programmatique sur l'archéologie ligure, une « enquête à faire ». Dans le numéro daté de 1914, Thierry de Ville d'Avray consacre une longue étude aux fouilles qui ont eu lieu à Fréjus en 1912-1913. L'archéologie représentée dans les *Annales* est presque uniquement antique. Seul l'abbé Chaillan s'intéresse à l'archéologie médiévale avec des articles sur l'abbaye de Psalmody, le prieuré bénédictin de Sousquière ou la vieille église fortifiée de Saint-Victor de Marseille. Le conservateur des musées de Cannes Thierry de Ville-d'Avray donne, en outre, une étude sur l'église du Luc.

La linguistique est mieux servie, sous la forme généralement de notices brèves de toponymie, d'enquêtes sur l'origine et l'histoire de certains mots, d'un article de Nicollet sur la langue du Gapençais et de l'édition qu'il donne en 1906 d'un testament aixois en provençal de 1354 en l'accompagnant de remarques sur la langue.

L'essentiel du contenu de la revue est constitué d'articles d'histoire avec une répartition inégale des différentes périodes. L'Antiquité est principalement envisagée sous l'angle de l'archéologie. Le Moyen Âge occupe une large place, avec vingt articles. Ils concernent essentiellement les XIV^e et XV^e siècles. Le haut Moyen Âge n'apparaît pas et le Moyen Âge central est peu représenté : une étude de l'archiviste du palais de Monaco sur des chartes de Montmajour conservées dans ce dépôt, une note sur la récolte du kermès dans le territoire d'Arles au XII^e siècle, la présentation d'ouvrages récents sur la république marseillaise et deux articles de numismatique. C'est du bas Moyen Âge qu'il est surtout question dans des articles qui sont tous fondés sur une documentation originale, le plus souvent extraite des registres de notaires dont on découvre à cette époque la richesse. Cette source ne livre pas seulement des contrats et des prix-faits : elle permet à Fernand Sauve d'analyser le plus ancien document de visites pastorales de Provence, le journal de

²³ ASEP 1912, p. 5-44, 167-192.

la tournée entreprise dans le diocèse de Digne en août et septembre 1330 par Elzéar de Villeneuve²⁴. Henri Villard publie le texte d'un curieux pari entre deux habitants d'Arles en 1437 sur la réalité de la mort de Jeanne d'Arc²⁵ ainsi que le règlement de la léproserie de Marseille à la fin du XV^e siècle²⁶. Il accompagne de l'édition de précieux inventaires sa riche étude sur l'armateur marseillais Jean Casse, son comptoir, sa maison et sa bastide²⁷. La série des articles que Jérôme de Duranti La Calade consacre à partir de 1911 aux rues d'Aix, qui portent une particulière attention au quartier juif de cette ville, sont accompagnées de très nombreuses pièces justificatives. Victor Lieutaud révèle l'intérêt du registre de la chancellerie de Louis III durant son séjour en Calabre conservé à la bibliothèque Méjanes²⁸. Il faut ajouter à ces études les sept articles de numismatique signés par Maurice Raimbault et Philippe Mabilly. Dans les dernières années de la revue, Duranti La Calade est presque le seul de ces érudits qui publie sur cette période. Faut-il y voir un signe d'un déplacement des curiosités ?

Le XIV^e siècle est moins bien représenté avec treize articles. Deux d'entre eux présentent et publient des documents importants, comme un bail pour les écoles de Carpentras de 1589, ou curieux, comme ce pari sur le sexe d'un enfant à naître que révèle le baron du Roure. Deux auteurs abordent l'histoire religieuse et culturelle : Georges Doublet²⁹ analyse le contenu de la bibliothèque d'un évêque de Grasse, Guillaume Le Blanc (1588-1601)³⁰ et Th. De Vaucluse donne à son article sur César de Bus un titre réducteur qui présente comme une étude de son rôle comme protecteur des écoles une solide monographie consacrée à ce prêtre de Carpentras fondateur des doctrinaires³¹. Deux études sont consacrées aux épidémies de peste à Marseille et à Apt et deux autres à l'histoire politique autour de la Ligue. L'une d'elles, rédigée par Edmond Poupé, comprend la publication d'une trentaine de lettres de membres de la famille de Pontevès autour du siège de Carcès. Le XIII^e siècle n'est abordé que par neuf articles, en majorité consacrés à l'histoire religieuse avec, notamment, la publication par P. H. Bigot du livre du consistoire de l'église réformée de Riez en 1602-1623. Vingt articles traitent du XVIII^e siècle. Deux études sont consacrées par Antoine de Saporta à des récits de voyageurs, un Suisse et un Suédois qui ont visité la Provence. Les épidémies de peste donnent lieu à deux articles. Les contributions copieuses de l'abbé Raynaud de Lyques sur

²⁴ ASEP 1906. Malheureusement Sauve n'édite pas ce document qui a du disparaître lors de la dispersion récente de ses archives.

²⁵ ASEP 1906, p. 207-214. Le texte a été à nouveau publié en 1986 par Louis Stouff qui ignorait l'article de Villard dans le *Bulletin de l'Association des Amis du Centre Jeanne d'Arc* n°10, p. 13-17.

²⁶ ASEP 1905 p. 183-193.

²⁷ ASEP 1907, p. 73-77.

²⁸ 1905 p. 217-124. Le registre a fait l'objet depuis cette date d'une publication (très défectueuse) sous forme de regeste, ed. Isabella Orefice, Naples, 1982 (*I Registri della Cancelleria angioina*, XXXIV). Ni l'éditeur ni le préfacier ne mentionnent le travail de Lieutaud.

²⁹ 29. Cf *infra* la communication de Luc Thévenon.

³⁰ ASEP 1903 p. 103-117, 159-167.

³¹ AP 1925-26.

un prédicateur toulonnais et de Charles Joret sur les rapports de l'helléniste d'Anse de Villoison avec la Provence s'étendent sur plusieurs livraisons. Ce fait n'est pas rare dans les *Annales*. Le travail de Duranti La Calade sur les rues d'Aix se prolonge même par épisodes jusqu'à la disparition de la revue. Cette présentation en feuilleton qui est envisagée dès les premiers temps de la revue pour la *Chronologie des cours souveraines* de Balthazar de Clapiers-Collongue, publiée par Boisgelin et les *Grands officiers* de Fernand Cortez s'impose pour les longs articles qui suivent une même thématique durant plusieurs siècles comme les travaux de Lucien Fontanier sur les pénitents de Marseille, de l'abbé Pascal sur l'hôpital Saint-Jacques d'Aix ou sur le bureau de bienfaisance d'Aix, de Cyprien de Chénerilles sur la famille d'Olivari, de Moulin sur la chasse en Provence du XIII^e au XVIII^e siècle ou l'étude qui reste fondamentale de Raoul Busquet sur les cadastres et les unités cadastrales du XV^e au XVIII^e siècle³².

La période révolutionnaire suscite un plus grand nombre d'articles. Nous sommes au moment où Jaurès lance sa commission d'études sur la Révolution et plusieurs membres de la société sont associés à ses travaux dans la région³³. Les *Annales* rendent compte régulièrement de ses travaux. C'est aussi la période où Moulin prépare son volume sur la vente des Biens nationaux. Il publie dans les *Annales* deux articles sur les cas de Salon et d'Aubagne en 1906 et 1907³⁴. Les auteurs s'intéressent aux élections, à la vie des clubs, aux problèmes économiques, aux transformations de l'instruction publique, à la Terreur et au brigandage contre-révolutionnaire. Quatre historiens tiennent ici une place prépondérante, Edmond Poupé, professeur au collège de Draguignan, membre du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques qui étudie notamment les élections de l'An VII, un professeur du lycée de Nice, Joseph Combet, docteur ès-lettres, médiéviste de formation, Nicolle, professeur au lycée Mignet, qui occupe activement le domaine de l'histoire de l'éducation et Paul Gaffarel, professeur d'histoire moderne à l'Université qui s'attache aux problèmes de la Terreur, de la sécurité publique et du brigandage à Marseille et dans ses environs, livrant ainsi des éléments d'une grande étude sur la Révolution à Marseille dont le premier volume vient d'être publié de manière posthume³⁵.

Le XIX^e siècle fait une entrée tardive dans les sommaires. Elle reste de nature modeste si l'on regarde le contenu des articles. Mais, en 1909, la revue s'ouvre à un nouveau domaine. L'article de Gaston Valran intitulé « La vie économique et sociale en Provence. Histoire du temps présent », une formulation qui frappe par sa modernité, répond à un choix éditorial. « Le conseil d'administration (de la société) du 9 janvier 1909 a jugé qu'il y aurait pour ceux qui observant le présent [...] un intérêt à ne pas exclure des études de la société la recherche des faits économiques et sociaux de la vie contemporaine en Provence et à consigner suivant une méthode rigoureusement

³² AP 1910, p. 119-134, 161-184.

³³ Plusieurs chroniques sont régulièrement consacrées à ses travaux, par exemple en 1905, p. 71-72, 166-167, p. 263-265.

³⁴ Salon 1906 p. 249-252 ; Aubagne 1907 p. 235-247.

³⁵ Marseille 2018, compte-rendu par Régis Bertrand dans *Provence historique* 2018, p. 591- 592.

scientifique dans les *Annales* les résultats de cette enquête. » À la suite de cette étude paraissent des articles sur les irrigations dans les Bouches-du-Rhône, sur la lutte contre le déboisement et sur la crise du métayage.

Volonté fédératrice et engagement régionaliste

La Société d'études provençales ne se borne pas à publier une revue. Elle se veut aussi une structure d'édition au service de l'histoire provençale. Le rapport présenté par Nicollet en décembre 1904 relève que plusieurs membres ont exprimé le désir que les travaux les plus importants fussent publiés de manière à pouvoir être ensuite réunis en volumes séparés. « Une pagination spéciale a d'ores et déjà été effectuée pour la publication dans la revue en 1904 de la *Chronologie des officiers des cours souveraines* de Clapiers révisée par le marquis de Boisgelin et pour les articles de Gaffarel sur le blocus de Marseille »³⁶. Nicollet annonce d'autres publications à venir : les *Antiquités de la vallée de l'Arc* d'Henry de Gérin-Ricard et Gustave Arnaud d'Agnel qui paraîtra en 1907, que devraient suivre l'étude citée de Gaffarel et celles de Fernand Sauve sur les épidémies de peste à Apt et en Provence, de Gaston Reynaud de Lyques sur le P. La Berthonye, prédicateur toulonnais du XVIII^e siècle, de Jacques Vincent sur les hôpitaux d'Aubagne et un ouvrage de Thierry de Ville- d'Avray intitulée « Fréjus inédit ». À l'exception de ce dernier titre qui n'a pas été publié, les autres publications prévues sont restées à l'état d'une série d'articles. Une annonce parue en 1912 fait état d'autres projets : l'édition des *Mémoires* d'Honorat de Valbelle par Victor-Louis Bourrilly qui ne verra le jour qu'en 1985 et deux titres qui ne se sont pas concrétisés : un répertoire des Secrétaires du roi et chanceliers qu'Henri de Gérin-Ricard devait réaliser et une étude architecturale de la cathédrale d'Aix-en-Provence que Maurice Rimbault envisageait de publier.

Sans réaliser la totalité de ce projet éditorial, la société a fait paraître en 1917 l'édition par Crémieux du VI^e livre des statuts de Marseille, en 1921 le répertoire des *Grands officiers de la Provence médiévale* de Fernand Cortez et, en 1924, une version remaniée de la thèse d'École des Chartes de Robert Brun sur *Salon au Moyen Âge*.

Elle se consacre largement à l'animation de la recherche régionale. Dans le même rapport de 1904, Nicollet souligne que « l'institution des secrétaires-correspondants est une des principales forces et sera le plus efficace moyen d'extension de notre société ». Effectivement, dès la fondation, un réseau de secrétaires correspondants est implanté dans treize villes de Provence : Marseille pour les Bouches-du-Rhône, Apt, Carpentras et Avignon pour le Vaucluse, Manosque, Barcelonnette et Digne pour les Basses-Alpes, Brignoles, Draguignan, et Toulon pour le Var, Cannes, Grasse et Nice pour les Alpes-Maritimes. S'y ajoutera plus tard Gap pour les Hautes-Alpes. Ce sont en majorité des conservateurs d'archives, bibliothèques et musées ou des enseignants, tous très engagés dans les sociétés savantes de leur commune et acteurs de l'histoire locale. Mais Nicollet voit plus loin et annonce le « projet de réunir, quand ils le jugeront à propos, les membres de ce groupe de manière à établir dans les principaux centres de la région des *filles* de la société ». Bien plus, il annonce :

³⁶ ASEP 1905, p. XVIII.

« Nous avons préparé et nous allons vous soumettre, après lecture de ce rapport, un projet de Fédération des Sociétés de la région provençale dont nous espérons les meilleurs résultats. Si vous l'approuvez, nous le soumettrons ensuite à chacune des sociétés intéressées et nous solliciterons son adhésion ».

Effectivement, la Société se propose dès 1905 de constituer une Fédération des sociétés savantes de Provence et rédige un projet de statuts dont on sait qu'il a été adopté par l'Académie du Var, les Amis du Vieil Arles et la société d'études de Draguignan. Cette tentative n'a pas abouti, mais elle pourrait être à l'origine de l'organisation des congrès des sociétés savantes de Provence qui devaient se tenir tous les trois ans et qui se sont effectivement tenus à Marseille en 1906 et à Arles en 1909, donnant lieu à chaque fois à la publication des *Actes*. Dans les deux cas les *Annales* avaient publié le questionnaire destiné à susciter les communications. Le premier s'est tenu à l'occasion de l'exposition coloniale de Marseille. Il est doublé par un Congrès colonial qui s'inscrit dans le programme de cette manifestation et qui doit comporter une section d'Histoire coloniale marseillaise et provençale. Les *Annales* publient le questionnaire « très large et très compréhensif (sic) » rédigé pour préparer ses travaux.

La société envisage également en 1907, à l'initiative de Gaston Valran, la formation de guides diplômés pour la visite des sites historiques³⁷.

Les secrétaires-correspondants alimentent de copieuses chroniques publiées dans tous les numéros qui fournissent un compte-rendu des séances des sociétés savantes locales, mais aussi des festivités félibréennes³⁸, présentent les résultats des fouilles et des découvertes fortuites, annoncent les publications de ces associations et informent sur les ouvrages à paraître. On y trouve aussi les dons et acquisitions des archives et bibliothèques et l'annonce des derniers inventaires d'archives réalisés. Les *Annales* informent aussi de la nomination des membres des comités d'inspection et d'achat des bibliothèques municipales. Elles publient chaque année le programme puis l'année suivante la liste des communications présentées lors des congrès nationaux des comités savantes et des congrès de la société française d'archéologie. De 1909 à 1913, on y trouve une analyse sommaire des périodiques de la région provençale. Les *Annales* projettent de dresser chaque année la liste de tout ce qui a été publié en Provence et sur la Provence et de rendre compte de tous ceux de ces ouvrages qui seront adressés à la rédaction, ce qui donne effectivement lieu à un nombre assez considérable de recensions. Les chroniques se prolongent par une bibliographie abondante.

Tout est mis en œuvre pour permettre l'association d'érudits provençaux aux manifestations nationales de la vie scientifique. Grace aux contacts établis par Gaston Valran, la liste des congrès qui se tiendront dans l'année paraît dans les *Annales*.

³⁷ ASP 1907, p. 414.

³⁸ Par exemple AP 1913, p. 213-215, fête de Sainte Estelle à Aix. Accueil de Mistral à Aix, avec sa photographie et le compte-rendu du banquet et de la fête félibréenne.

Après que Jaurès avait obtenu de la Chambre des députés en 1903 qu'elle inscrive au budget les crédits nécessaires pour commencer le classement et la publication des documents d'archives relatifs à la vie économique de la Révolution française, un arrêté crée une commission de 28 membres chargée de piloter ce projet et prévoit que soient constitués dans chaque département des comités d'études chargés de communiquer et de collaborer avec elle. Les *Annales* publient la liste des membres désignés pour faire partie de ces commissions départementales en Provence, parmi lesquels figure un grand nombre de ses membres.

Elles rendent compte en 1907 de deux conférences d'Édouard Aude sur Cézanne données à Marseille et à Aix que le conservateur de la Méjanes conclut en exprimant le vœu que ses œuvres soient représentées dans les musées d'Aix et de Marseille³⁹ et elles signalent en 1912 la vente aux enchères aux États-Unis d'un tableau du peintre aixois⁴⁰. Elles renvoient régulièrement aux articles du journal le *Provençal de Paris* qui signalent les tableaux de peintres provençaux présentés au Salon. D'une manière générale, elles promeuvent l'idée régionaliste. En 1907 elles rendent compte de la soutenance de l'abbé Aurouze dont la thèse complémentaire est rédigée non en latin mais en provençal, « un fait dont l'importance et la signification du point de vue de la décentralisation sont indéniables⁴¹ ». Le recteur Payot qui a succédé à Belin consacre un article en 1921 à « L'université d'Aix-Marseille et le régionalisme provençal⁴² ». En 1910, lors de son assemblée générale, informée d'un projet de créer en Provence un établissement où les pensionnaires de l'académie de France à Rome séjourneraient une année, elle émet le « double vœu qu'une Villa Médicis soit créée en Provence et qu'elle soit établie à Aix, ancienne capitale de la Provence⁴³ ».

Au delà de la recherche érudite, les *Annales* publient en 1907 un rapport sur un congrès tenu à Bordeaux pour l'aménagement des montagnes reprenant une intervention sur les moyens de protéger la forêt des Maures contre les incendies. En 1905 elles donnent un compte-rendu du congrès agricole régional du Sud-Est qui s'est penché sur les intérêts menacés par l'ouverture de la ligne du Simplon⁴⁴. En 1910, une chronique est consacrée au congrès des syndicats agricoles d'Arles et de Provence. En 1911, les *Annales* se font l'écho du congrès des familles nombreuses tenu à Marseille en 1911. Il est vrai que Gaston Valran y avait présenté un rapport⁴⁵.

La société et ses *Annales* disparaissent en 1926. Nous avons encore moins d'informations sur sa mort que sur sa naissance. Rien n'annonce dans le numéro de 1926 des *Annales* qu'il sera le

³⁹ ASEP 1907.

⁴⁰ AP 1912, p. 64.

⁴¹ ASEP 1907, p. 196.

⁴² AP 1921, p. 3-5.

⁴³ AP 1910, p. 423.

⁴⁴ ASEP 1905, p. 166.

⁴⁵ AP 1911, p. 371.

dernier. En 1913, une revue récemment créée à Toulon, les *Chroniques de Provence*, décidait de fusionner avec les *Annales*⁴⁶. Mais on observe aux lendemains de la guerre de 1914-1918 des signes de fragilité. Treize membres ont péri pendant la guerre et il semble que le renouvellement se fasse mal. Cette situation fragile est clairement évoquée en 1921 dans le premier numéro de la nouvelle revue de la société de statistique de Marseille récemment ressuscitée sous l'impulsion d'Eugène Duprat, par un auteur anonyme qui pourrait être Duprat : « En 1919 lorsqu'après le drame de la guerre on put songer à rétablir dans ses cadres nouveaux la vie de la cité, l'on s'aperçut que la formidable crise en ses répercutions (sic) avait compromis la plupart des Sociétés Savantes et qu'il était impossible de les reconstituer dans les conditions d'autrefois. Celles notamment qui s'occupaient d'histoire étaient atteintes ; les travaux avaient été interrompus ; la mort, les deuils avaient dispersé les travailleurs ; la nouvelle situation économique imposant des charges démesurément accrues que les anciens groupements diminués ne pouvaient soutenir⁴⁷ ».

Ces conditions nouvelles poussaient à « concentrer les efforts », comme l'écrit l'auteur de ce rapport. De fait, une chronique évoque en 1920 un projet de fusion des sociétés savantes de Provence qui a été bien accueilli, ajoutant des commentaires éloquents : « La dispersion des efforts et des cotisations ne peut que nuire au but poursuivi. Un des membres des plus compétents de la Société d'Études provençales écrit fort sagement qu'il serait fort désirable de voir s'unir des sociétés qui se sont fortement anémiées depuis la fin de la guerre⁴⁸ ». Effectivement, des pourparlers ont été assez tôt entrepris entre la nouvelle société marseillaise et la société aixoise. Peut-être avant même la fin de la guerre si l'on accepte la chronologie indiquée par Duprat dans un rapport de 1922, « il y a huit ans »⁴⁹. Mais ils n'ont pas abouti en raison, selon Duprat, des conditions jugées inacceptables posées par la Société d'Études provençales. On peut se demander à la lecture de la liste des membres de la société de statistique de Marseille où l'on trouve les noms de plusieurs membres importants de la Société d'Études Provençales résidant à Aix comme Nicollet, Raimbault ou l'abbé Pascal, si cet échec de la fusion n'a pas abouti à vider en partie les rangs de la société aixoise.

L'« anémie » qu'évoque la chronique de 1920 se traduit par la décision de la société de ne plus publier qu'un numéro par trimestre à partir de 1922. Cette même année, dès le premier numéro, un rappel est adressé aux sociétaires et abonnés en retard de leur cotisation ou abonnement de l'année en cours, invités à le régler au plus tôt. En 1922 et 1924 des numéros paraissent en retard. Les chroniques ne sont plus très abondantes. En outre, on constate à partir de 1921 un certain appauvrissement du contenu scientifique des *Annales*. La revue publie à cette date, sous la rubrique « Mémoires » qui introduisait ordinairement une recherche originale, une pièce de théâtre en un acte

⁴⁶ Cette revue fondée par Charles Risse, un romancier toulonnais, n'a existé qu'une année. Elle a des allures de magazine et fait une large part à l'actualité. La fusion n'a pas eu lieu.

⁴⁷ *Provincia*, 1921, p. V.

⁴⁸ AP 1920, p. 40-41.

⁴⁹ *Provincia*, 1922, p. XXII.

en vers de Barlière du Lauzon, « Les convives de Pierre Puget », ce qui correspond mal au programme qu'elle s'était donnée. L'année suivante elle fait paraître le discours d'un magistrat à l'audience solennelle de rentrée à la cour d'appel et, pour la première fois, un discours de réception à l'académie d'Aix, celui de Valran, ce qui peut laisser penser qu'elle manque désormais de matière. En 1924, les *Annales* publient, en le plaçant sous le titre « Variétés », un article ni fait ni à faire du comte de Place sur l'origine du nom de Jacques Cœur rapproché des de Cuers du Var⁵⁰. La même année, elle insère un article de pure vulgarisation de Crémieux sur le rôle politique de Marseille et les numéros de 1925 et 1926 contiennent des articles assez consternants de Louis Bêteille, une brève histoire de Fos-sur-Mer et un petit historique marseillais de l'ère primaire à la fondation de Massalia qui conduisent à se demander s'il y a encore un comité de rédaction.

Tandis que sombre la Société d'études provençales, une nouvelle société érudite se constitue à Marseille en 1923, à l'initiative d'Eugène Duprat : l'Institut historique de Provence⁵¹. Le programme qu'il se donne est exactement celui que s'était fixé la Société d'études provençales. Son président, le linguiste Auguste Brun, le définit lors de sa première séance : « Ce qui manque à la Provence, ce qui, me semble-il, lui a toujours manqué c'est un organe [...] de coordination qui servirait de liaison entre les travailleurs dispersés du Rhône au Var et de la Durance à la mer et qui les mettrait en rapport et en contact [...] le défaut des groupements locaux c'est d'être trop étroitement asservis à leur circonscription locale [...]. L'Institut Historique de Provence sera une fondation régionale ». Ce que reprend Paul Masson dans l'allocution qui suit : « Toutes les autres sociétés sont surtout des sociétés locales [...] l'Institut est une société régionale⁵² ». La société d'études provençales méritait-elle une telle ingratitude ?

⁵⁰ AP 1924, p. 175-194.

⁵¹ Les circonstances de la création de l'IHP restent obscures. La tradition évoque une scission de la société de statistique. Aucun des rapports sur l'état de cette société publié au début des numéros de *Provincia* de 1923 et 1924 ne fait mention de cet événement.

⁵² Bulletin de l'Institut historique de Provence, t. 1, 1923.

Résumé

La Société d'études provençales, « association destinée à grouper tous les érudits qui s'intéressent au passé de la Provence », est fondée à Aix-en-Provence en 1903. Il ne reste rien de ses archives et son histoire est difficile à reconstituer. On connaît la liste de ses membres jusqu'en 1909. Aix et Marseille fournissent la moitié des adhérents, mais son réseau s'étend hors des limites de la région et même des frontières nationales. Le recrutement très diversifié révélant une large diffusion sociale des pratiques érudites. Il fait une part importante aux enseignants du supérieur et du secondaire. La principale activité de la société est la publication d'une revue, les *Annales de la société d'études provençales* devenues en 1910 *Annales de Provence*. Cette « revue d'archéologie, d'histoire, linguistique de la région provençale » publie des articles qui concernent effectivement tout l'espace provençal, abordent l'archéologie dans de nombreuses notices consacrées à des découvertes ponctuelles, et privilégient l'histoire, surtout, dans un premier temps, le Moyen Âge, puis la Révolution. Le XIX^e siècle est peu représenté, mais, à partir de 1909, la revue décide de faire place à l'histoire du temps présent. La Société est aussi une entreprise éditoriale et se consacre à l'animation de la recherche grâce aux chroniques de ses secrétaires correspondants établis dans une douzaine de localités. Elle organise deux congrès des sociétés savantes de Provence et tente de les fédérer. La société et ses *Annales* disparaissent brutalement en 1926, victime d'une crise qui affecte aux lendemains de la guerre de 1914 l'ensemble des sociétés savantes du département.

Abstract

The *Société d'études provençales*, “an association aiming to group together learned individuals interested in Provence's past,” was Founded at Aix-en-Provence in 1903. Nothing remains of its archives, and its history is difficult to reconstruct. Its membership is known until 1909. Aix and Marseille provided half of its members, but the Society's network reached beyond regional and even national borders. Its membership diversity reveals a broad social dissemination of its scholarly methods. It especially welcomed post-secondary and high school teachers. The Society's main activity was the publication of a journal, “*Annales de la société d'études provençales*,” which became, after 1910, “*Annales de Provence*.” Devoted to the archaeology, history, and linguistics of the whole region of Provence, the journal published entries on discrete archaeological finds, with a special emphasis on history, the Middle Ages being its focus in its initial phase, and then extended to the Revolutionary era. If the journal originally neglected the nineteenth century, after 1909 it turned to contemporary times. The Society was also a publishing venture that encouraged research initiatives through the contributions of associated editors, who wrote from a dozen locations. The Society organized two annual meetings of Provence learned societies and attempted was to bring them together. The association and its *Annals* suddenly disappeared in 1926, falling victim to a post-World War I crisis that affected all learned societies in the Department.